

Le protestantisme mulhousien dans ses œuvres. L'exemple du Diaconat

Marie-Claire Vitoux

S'il est une ville qui a contribué au XIX^e siècle à définir intellectuellement et à développer concrètement des réponses philanthropiques à la question sociale, en particulier ouvrière, c'est bien Mulhouse.

Dans cette ville qui connaît dès le milieu du XVIII^e siècle un développement industriel qui génère le paupérisme ouvrier, misère massive et structurelle, indépendante des fluctuations de la conjoncture, et qui fait flamber les pathologies urbaines (taudis, épidémies, mortalité infantile, etc.), les élites économiques, sociales et politiques sont protestantes : Mulhouse est donc un observatoire privilégié du protestantisme agissant.

Cependant, si le protestantisme est d'abord une foi, il ne peut être compris qu'inséré dans une vision plus large du monde: au XIX^e siècle, les protestants mulhousiens sont les porteurs, les hérauts du libéralisme. Les liens entre leur foi et la *Weltanschauung* libérale sont particulièrement évidents à Mulhouse, la « Manchester française ».

Ce que nous voudrions démontrer ici, c'est que le protestantisme mulhousien agit dans un contexte qui se modifie, qu'il s'insère dans un rapport de forces politiques et confessionnelles en mutation, avec la double question des acteurs catholiques de plus en plus actifs et de la perte par la « *fabricantocratie* » protestante du pouvoir municipal. Autrement dit, même sur un siècle, l'historien peut repérer des mutations dans la politique des bonnes œuvres menée par les protestants mulhousiens.

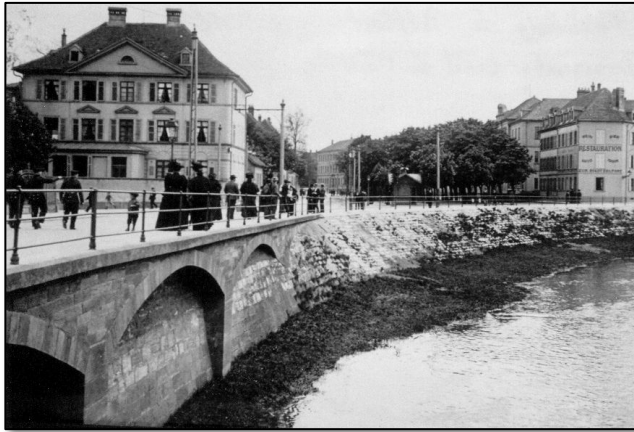
Ainsi il est possible de distinguer, au cours du XIX^e siècle, deux périodes : celle où le protestantisme est l'acteur principal de Mulhouse (jusque dans la décennie 1850, autrement dit la première moitié du XIX^e siècle) ; puis, celle d'un protestantisme qui se replie sur lui-même sous la double pression socialiste et catholique.

L'occasion de cette réflexion nous est fournie par la célébration du cent-cinquantième anniversaire de la fondation du Diaconat à Mulhouse. En effet, dès 1851 M^{me} Nicolas Koechlin-fils et le Consistoire sollicitent une sœur diaconesse auprès de la communauté strasbourgeoise, créée en 1847, afin de « *faire parvenir aux malades pauvres de l'église protestante les soins et les secours matériels et spirituels que leur état pouvait exiger* »¹. En 1852, la même M^{me} Koechlin crée le premier comité de patronage, situé chaussée de Dornach. En 1859, sept patronages se partagent la ville. Le 20 octobre 1860, les statuts de l'œuvre du Diaconat sont déposés officiellement.

Ainsi, en s'appuyant sur le cas particulier mais emblématique du Diaconat, notre analyse tentera, dans un premier temps de camper les valeurs du protestantisme mulhousien au XIX^e siècle ainsi que la principale ligne de division en son sein, avant d'analyser les actions philanthropiques protestantes de la première moitié du siècle où le protestantisme est sans conteste la confession en charge de la question sociale. Dans la seconde moitié du siècle, les œuvres protestantes s'insèrent dans un nouveau contexte, de développement militant de l'action sociale catholique couplé au nouveau contexte politique d'émergence d'une classe ouvrière et de la tutelle allemande.

¹ Lettre du président du Consistoire à l'Institut des Sœurs diaconesses de Strasbourg, Archives du Consistoire de Mulhouse (ACM)

² Le mot piétisme est tiré du titre de l'ouvrage du théologien protestant et alsacien Philippe Jacob Spener, *Pia*



La maison acquise en 1860.

Cette photo prise vers 1890 montre au premier plan le canal de décharge des eaux de l'ILL dans la Doller, recouvert d'une dalle depuis 1905. Au milieu de la photo, les arbres de la promenade sont situés sur la place de l'actuel monument aux Morts.

Revivalisme et libéralisme, entre convergence et oppositions

Au cours du XVIII^e siècle, la théologie du Réveil se développe et modifie profondément le protestantisme. Il s'agit là d'un mouvement moral qui remet en cause la philosophie des Lumières comme étant un rationalisme desséchant, une intellectualisation excessive de la foi. Le piétisme se développe au sein du monde protestant². Après la Révolution, le revivalisme se développe et se répand, porté par la vague de « religiosité », elle-même liée à la vague romantique.

Les Revivalistes se rencontrent non pas en dehors de l'Eglise réformée (même si parfois les relations sont difficiles) mais à côté, dans des sociétés où se déploie la piété des laïcs et en particulier des femmes. Au cœur de cette nouvelle sensibilité religieuse se trouve la volonté de vivre une foi plus personnelle et plus active, nourrissant le désir de réaliser des actes sur terre qui soient des bonnes œuvres comme condition de son propre salut ; les œuvres ne sont pas bonnes en elles-mêmes (faire le bien) mais parce que l'intention en est bonne (la foi ardente). En Alsace, le promoteur et modèle de cette piété nouvelle est le pasteur Oberlin du Ban-de-la-Roche, qui meurt à l'aube du nouveau siècle, en 1826.

Mieux encore, la foi active est inculquée aux enfants des industriels mulhousiens qui sont envoyés au début du siècle dans les écoles de Pestalozzi ou de Lippe en Suisse, lesquels insistent sur la responsabilité de l'homme de foi dans la Cité.

Pour exprimer ce piétisme d'action qui se développe à partir du XVIII^e siècle et tout au long du XIX^e siècle, prenons un extrait du journal de Gustave Stricker (1838-1916), créateur de la Fondation Saint Jean en 1879 : il nous parle de la Mission intérieure, ou travail de quasi-missionnaire que doit faire le croyant sur soi³ :

...Je n'ai reçu aucune indication précise et je n'ai vu aucune porte ouverte devant moi. Par contre, j'ai eu ce matin, pendant mon culte, le sentiment que je devais personnellement me

² Le mot piétisme est tiré du titre de l'ouvrage du théologien protestant et alsacien Philippe Jacob Spener, *Pia desideria*, paru en 1675 et qui marque le début de cette réflexion critique.

³ Cité par André et Antoinette Brandt : *Gustave Stricker, fondateur d'œuvres évangéliques*, Mulhouse, imprimerie Bader et Cie, 1975, non paginé, 10 pages.

mettre au service de Dieu, faire pour mon compte, dans le silence de la « Mission intérieure ». J'ai été négligeant dans mes visites des pauvres, et je me suis généralement borné à faire la charité ou à adresser une parole d'encouragement ou de blâme. C'est là qu'il faut un changement et c'est par ce changement que je veux commencer, avec l'aide de Dieu.

Or, cette nouvelle façon de vivre sa foi, ce revivalisme, est en accord avec les valeurs politiques, économiques et sociales qui animent les habitants de la petite république de Mulhouse depuis 1746 : le libéralisme.

Le libéralisme économique est indissociable de la révolution industrielle : en détruisant les réglementations pour organiser le libre marché et en faisant de la recherche du profit (*selflove* disait Adam Smith) le moteur légitime de la croissance économique, les Libéraux ont placé deux valeurs fondamentales, celles de liberté et d'individualisme donc celle de la responsabilité individuelle, au cœur du nouveau système moral qu'ils bâtissaient. On voit bien comment ces deux valeurs libérales peuvent s'emboîter avec le calvinisme : la doctrine de la prédestination (qui ne rend pas l'homme passif bien au contraire, qui lui donne la responsabilité d'accomplir le dessein que Dieu a pour lui) et la responsabilité du chef d'entreprise couplé à la responsabilité du citoyen, tout se combine en un tout cohérent. On peut presque dire que le libéralisme est une sorte de transcription laïcisée des valeurs du protestantisme que sont la liberté et la responsabilité de chaque individu au regard de Dieu.

Cependant, l'historien peut repérer comment les deux sensibilités au sein du protestantisme, revivaliste et libérale, ne se dosent pas de façon identique dans chaque protestant mulhousien ; derrière l'apparente unanimité de la « *fabricantocratie* », des façons différentes de vivre sa foi peuvent se remarquer. Et cette différence se marque tout particulièrement dans les œuvres de bienfaisance.

Le protestantisme mulhousien, maître de ses œuvres (1830-1850)

Rappelons tout d'abord le contexte général, le rapport des forces très particulier entre confessions à Mulhouse tel qu'il se modifie dans la première moitié du XIX^e siècle.

Dès 1830, les catholiques qui, rappelons-le, étaient interdits de résidence à Mulhouse avant 1798, sont aussi nombreux que les protestants à Mulhouse avant de les dépasser rapidement et nettement. En 1851, sur les 28.500 habitants que compte alors la ville, 66% sont catholiques (18.700 personnes), 30% calvinistes, 4% juifs (1.200 personnes environ) et 0,2% luthériens.

Sur cette toile de fond démographique et confessionnelle, voyons quelles sont les actions philanthropiques qui se déploient à Mulhouse. En 1852, un tableau de « toutes les ressources que Mulhouse peut employer soit en aumône soit en secours en nature ou en travaux de charité » est disponible⁴.

L'action publique dispose de 36.000 francs, soit plus de 60% du total des recettes. Elle se déploie en deux actions : celle du bureau d'extinction de la mendicité, qui a essentiellement une fonction de maintien de l'ordre en réprimant « l'aumône manuelle », se taille la part du lion (30.000 euros) tandis que le bureau de bienfaisance ne dispose que de 6.000 euros.

⁴ ADHR, 3 x 184. Cité dans Vitoux (Marie-Claire), *Paupérisme et assistance à Mulhouse au XIX^{ème} siècle*, Strasbourg, c. 1984. « Thèse » dans les notes suivantes.

Cette assistance publique a été réorganisée en 1832 par le maire André Koechlin, par ailleurs fondateur de la (future) SACM selon les principes novateurs suivants. Il s'agit de rationaliser en la centralisant la bienfaisance des particuliers qui donnaient de façon indiscriminée et donc inefficace. La ville est divisée en 24 puis en 28 quartiers visités régulièrement par les philanthropes qui établissent et modifient régulièrement des listes des ayant-droits.

Dans le même esprit, l'hôpital est déplacé en 1842 de son local insalubre intra-muros (l'ancien couvent des Clarisses, derrière l'actuelle synagogue) vers le quai du Fossé (mairie actuelle).

L'autre caractéristique de la bienfaisance publique est d'insister moins sur l'assistance que sur la prévoyance. Ainsi, André Koechlin en 1831 (à noter la concordance des dates) refonde l'école communale, deux ans avant la loi Guizot qui oblige toutes les communes de plus de 5.000 habitants à se doter d'une école communale⁵. Mieux encore, le maire de Mulhouse organise une école pour les filles, ce que la loi ne prévoit pas avant 1855. Les Mulhousiens - municipalité comme patronat - multiplient les actions pour développer les habitudes d'épargne dans le monde ouvrier. Leur échec, cependant, est patent : il n'est pas lié à leur volontarisme mais à la faiblesse des salaires qui ne permet pas de dégager de surplus pour l'épargne.

Enfin l'action mulhousienne en matière sociale est marquée par un dernier trait original en France à cette époque-là, une absolue neutralité confessionnelle. A l'hôpital, de nombreuses archives montrent le souci d'assurer cette neutralité confessionnelle malgré le prosélytisme catholique en particulier. De même, le directeur des écoles municipales est, depuis la réforme de 1831, alternativement catholique et protestant.

À côté de l'assistance publique, se déploie une assistance privée qui est largement organisée par les cultes. Dans le tableau des ressources disponibles pour l'assistance à Mulhouse en 1852, les protestants apportent 10.000 francs via la Loge de la Parfaite Harmonie, la Société des Amis des Pauvres créée en 1810, la Société de Charité Chrétienne - de sensibilité revivaliste - et l'Eglise Réformée. Les catholiques, quant à eux, ne peuvent avancer que la moitié (5.000 francs) par l'intermédiaire de leur Eglise et de la Société Saint-Vincent de Paul. C'est à peu de chose près la même somme que celle apportée par la Société philanthropique israélite (4.800 francs).

Fort logiquement, les aides apportées par les Eglises sont dirigées vers les pauvres de leur confession. Comme l'écrit le président de la Société Saint-Vincent de Paul en 1848⁶ : *« Nous nous efforçons de marquer toujours nos œuvres du caractère de charité chrétienne qui doit les distinguer des actes des bureaux officiels de bienfaisance. »*

On trouve chez les protestants cette même volonté de conserver la charité exercée par les protestants envers les seuls protestants. Le pasteur Graf écrit le 5 juillet 1826⁷ : *« Les pauvres vertueux de notre église ont le plus de droit à nos aumônes, et c'est sans contredit détourner ces deniers de leur vraie destination, en les versant dans une caisse où doivent aussi puiser des catholiques et des juifs qui, dans leur infortune, peuvent encore avoir recours aux ressources propres à leur culte. Sans doute que le but de secourir des nécessiteux sans distinction*

⁵ Voir l'article de Vitoux (Marie-Claire), « quelle(s) école(s) pour les ouvriers mulhousiens », in *Annuaire historique de Mulhouse*, 2011.

⁶ Cité par Tournier (David), *L'église, le temple et la fabrique. Relations sociales et interconfessionnelles à Mulhouse au XIX^e siècle*, 2 tomes dactylographiés. L'œuvre catholique de St Vincent de Paul, créée en mai 1833 sous l'impulsion de Frédéric Ozanam a ouvert sa première conférence mulhousienne en 1846 sous la présidence d'Alfred Ravenez.

⁷ Extraits des registres du consistoire, Archives départementales du Haut-Rhin (ADHR), 202J 84/1-16.

de culte est très louable, et que le zèle des personnes qui le dirigent méritent toutes sortes d'éloges. Mais pour cette même raison, une administration générale de ce genre et un consistoire qui par sa nature a un cercle d'activité restreint ne doivent pas se confondre.

Il est clair que l'argumentation du pasteur Graf vise à contrer la volonté municipale de centraliser les dons pour l'assistance aux pauvres. Aussi André Koechlin, à la fois maire et protestant, élabore-t-il une sorte de *Gentleman's agreement* qui crée le Bureau de bienfaisance pour distribuer l'aide publique (et surtout interdire la mendicité) tout en laissant les laïcs protestants déployer à leur guise leur propre action charitable : ce compromis consacre l'échec de la tentative du maire de centraliser tous les dons. Toujours est-il que les protestants sont amenés à participer deux fois à l'assistance : si en effet, on cumule les financements du bureau de bienfaisance (assurés par les dons et legs effectués par l'élite sociale qui est protestante) et les 10.000 francs apportés par le consistoire et les sociétés protestantes d'assistance, ce sont 80% du total des dons qui sont assurés par des protestants.

D'ailleurs, les protestants donnent tout ensemble au Consistoire, à toute autre société d'assistance (loge, société des pauvres, etc.) et au bureau de bienfaisance. Dans la première moitié du siècle, il n'y a pas d'opposition dans le soutien à l'action publique et à l'action confessionnelle. Ainsi et pour ne donner qu'un exemple, Jean-Jacques Bourcart, l'industriel de Cuebwiller, membre de la SIM, « a fait, pendant sa vie, un emploi large et discerné de sa fortune, en actes de charité répandus à pleines mains sur les malheureux de toutes les religions »⁸.

Par ailleurs, on notera que les Israélites, alors qu'ils ne constituent qu'une infime partie de la population (4% maximum), donnent la même somme que les catholiques qui sont largement majoritaires (deux tiers de la population) : la pauvreté des catholiques mulhousiens, qui forment la grande majorité des ouvriers, souvent non-qualifiés, est flagrante.

Pour les catholiques, l'insistance est mise moins sur la prévention que sur la charité immédiate : il faut agir *hic et nunc* sur la détresse et la misère des catholiques, parce que d'une part, la communauté n'a pas les moyens ni le pouvoir de donner plus ni de faire plus de prévoyance, mais aussi et surtout parce que les catholiques développent une conception de l'acte charitable qui est moins destiné à soulager celui qui reçoit qu'à renforcer la foi de celui qui donne : c'est d'ailleurs le but explicite d'Ozanam, le fondateur de la Société Saint-Vincent de Paul en 1833, : il s'agit de rechristianiser les jeunes bourgeois par « l'exercice de la charité chrétienne, la distribution de l'aumône, tant spirituelle que corporelle (...) Le moyen ? C'est de nous considérer toujours en présence de Dieu et d'invoquer l'assistance de Celui qui est descendu du ciel pour apprendre aux hommes à s'aimer les uns les autres (...) »⁹.

Les protestants sont donc au cœur du système d'assistance dans la première moitié du siècle et les catholiques sont longtemps respectueux de ce *leadership*. Le sous-préfet de Mulhouse exprime en 1867, non sans ironie légère et un sens aigu de la prudence, cette relation entre les deux confessions¹⁰.

Une bonne entente (règne...) entre les ministres des différents cultes, au point de vue de l'assistance surtout. Et encore bien que les personnes les plus en évidence de la religion

⁸ Notice nécrologique de février 1855 in *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse*.

⁹ Cité in Vitoux (Marie-Claire), *Paupérisme et assistance à Mulhouse au XIX^e siècle*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1984.

¹⁰ ADHR 1M66, cité par Tournier (David), *L'église...*, *op.cit.*

catholique y cherchent à faire du prosélytisme, elles ne provoquent pas de froissements et concèdent bien volontiers aux riches industriels protestants le mérite d'accorder leur concours pécuniaires aux œuvres utiles de toutes les religions.

On notera la différence soulignée par le sous-préfet la différence entre l'attitude du curé et les élites sociales catholiques, plus enclines au prosélytisme. Ce document, dans sa prudence alambiquée, permet pourtant de repérer une nouvelle ère dans l'action philanthropique.

Le protestantisme mulhousien sous pression...catholique dans la seconde moitié du XIXe siècle

Comme l'écrit le procureur de Colmar en 1857¹¹, « *les deux cultes dominants s'observent, se jalourent et cherchent à s'affaiblir par des défections réciproques* ». Au tournant du siècle, le contexte change en effet radicalement.

L'offensive catholique

Dans le camp catholique d'abord, l'heure est à l'offensive après la réorganisation post-révolutionnaire. En effet, si la première moitié du siècle a permis à l'Église catholique de se remettre de l'offensive des Philosophes puis de la Révolution, le long pontificat de Pie IX (1846-1878) permet à « *la toujours envahissante Eglise de Rome* »¹² de repartir à la reconquête des âmes. C'en est fini des Eglises nationales, la centralisation vaticane est acquise et parachevée par le vote, certes difficile, en 1870 du dogme de l'Infaillibilité pontificale. Les évêques sont « invités » à rendre des comptes annuellement au Saint Siège (visites *ad liminem*).

Sur ces nouvelles bases, l'Église catholique, apostolique et romaine appuie les catholiques européens dans leur travail de reconquête spirituelle des sociétés sécularisées. À Mulhouse, les catholiques passent à l'offensive à moins que ce ne soit à la contre-attaque. Si en effet, on en croit les catholiques, ce sont les protestants qui font du prosélytisme ; si on en croit les protestants, ce sont les catholiques qui s'en rendent coupables... Donc, offensive ou contre-attaque catholique ? Toujours est-il que les catholiques mulhousiens changent d'attitude au milieu du siècle. Le 20 mars 1850, Delarue, membre du bureau de la Société Saint-Vincent de Paul écrit au président¹³ : « *La mission naturelle de notre conférence (...) est de relever l'esprit catholique dans une ville protestante, et de défendre les fidèles, de les protéger contre le prosélytisme ardent des piétistes.* »

On notera que Delarue dénonce le prosélytisme des seuls protestants piétistes, il insiste d'ailleurs dans sa lettre sur l'existence de ces protestants hostiles à cet activisme missionnaire de leurs coreligionnaires que sont les protestants libéraux.

Le développement des œuvres catholiques

Ne prenons que quelques exemples de ces nouvelles œuvres catholiques à Mulhouse, pour mieux souligner leur concomitance.

En 1851, est fondée la Société Saint François Régis qui se donne pour mission de légaliser les unions illégitimes. L'observateur social Louis-René Villermé avait, en 1835, constaté que de

¹¹ Idem.

¹² ACM, pasteur Bourckardt, 29 mai 1868.

¹³ Archives de la Société Saint-Vincent de Paul.

nombreux ouvriers vivaient en couple hors mariage non par immoralité mais faute de pouvoir payer les documents nécessaires à la régularisation nécessaire de la situation d'un des conjoints étrangers. L'observateur parisien note que les ouvriers mulhousiens ont forgé une expression : *parisieren* ou « pariser » pour désigner ces unions stables mais illégitimes¹⁴.

En 1853, les Sœurs de Niederbronn s'installent pour donner des soins à domicile pour les pauvres mais aussi pour les familles aisées catholiques. Trois ans plus tard, elles s'installent dans une fabrique désaffectée rue du Bourg, pour accueillir les jeunes filles ouvrières sans famille (cénobie) et continuer à donner les soins à domicile : c'est le noyau originel de la clinique catholique dite « de la rue du Bourg » et déplacée maintenant dans le quartier de la fonderie. Le parallèle est frappant avec le diaconat... Il n'est évidemment pas fortuit.

En 1856 toujours, Mme Miquey, catholique aisée, crée un ouvroir des dames qui assure deux missions : produire des vêtements pour les familles nécessiteuses et initier une vingtaine de petites filles aux travaux d'aiguille.

En 1863 est ouvert un orphelinat de garçons catholiques à Kembs afin de les former aux travaux agricoles : on notera l'anti-industrialisme des catholiques mulhousiens, pour mieux se démarquer des protestants. Riss, directeur catholique des écoles municipales de Mulhouse, se réjouit de cette création le 15 juin 1864¹⁵ : « *Après cinq années de démarches, de correspondances et de nombreuses déceptions, nous fûmes enfin parvenus à créer une œuvre qui sera de la plus haute utilité, surtout d'un point de vue catholique surtout dans un pays (...) où les protestants de nos riches centres industriels, aidés de ceux de Bâle, s'emparent si souvent de nos orphelins et les font élever à leurs frais dans des maisons créées ad hoc à la condition qu'ils soient élevés dans les doctrines du pur évangile.* »

En 1867, les Sœurs de Niederbronn ouvrent à Mulhouse un orphelinat pour les filles : à cette date, il y a à Mulhouse une vingtaine de sœurs soignantes appuyées par le comité catholique de St Vincent de Paul.

Le projet d'une maison de retraite pour catholiques est réalisé explicitement « *pour faire concurrence à un établissement similaire protestant* », à savoir le Diaconat¹⁶.

Même lorsque l'institution fonctionne mal, les catholiques la maintiennent : c'est le cas d'une école du dimanche pour jeunes ouvriers : comme le dit le président de la Société Saint-Vincent de Paul¹⁷, « *nous la maintiendrons néanmoins, à cause du voisinage des écoles du dimanche protestantes qui attirent les enfants catholiques et dont il faut absolument combattre le prosélytisme.* »

La réaction protestante : philanthropes toujours mais protestants d'abord

Il est possible à l'historien, au-delà de la continuité des hommes, de repérer l'inflexion de l'action philanthropique protestante. Certes, c'est toujours la « *fabricantocratie* » libérale qui pilote, avec les Edouard Trapp, Jean Mantz-Blech, Frédéric Zuber, Jean Dollfus ou encore

¹⁴ Voir Villermé (Louis-René), *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, edi éditions, 1989.

¹⁵ Cité par Tournier (David), *op. cit.*

¹⁶ 10 mars 1868, cité par Tournier (David), *op.cit.*

¹⁷ ASSVP, 1851.

André Koechlin. Mais, un esprit nouveau souffle au sein du protestantisme mulhousien : la priorité est donnée à l'action d'assistance et de prévoyance en direction des protestants.

Les causes de cette évolution sont multiples. Outre la combativité nouvelle des catholiques mulhousiens, le contexte politique a radicalement changé ce qui amène les élites sociales à repenser leur rôle social. Les événements nationaux (la révolution de février 1848 donne naissance à la courte mais essentielle Seconde République qui établit le suffrage universel masculin), redoublent les événements mulhousiens, en particulier la *Bäckefest* de juin 1847. Celle-ci n'est certes pas une émeute d'ouvriers démocrates-socialistes mais bien plutôt une émeute, au fond archaïque, de consommateurs, certes, la répression puis le traitement humain des meneurs ont été habiles. Il reste que la plupart des philanthropes libéraux sentent qu'il faut aller plus loin dans l'action d'intégration du monde ouvrier, maintenant électeurs et potentiellement révolutionnaires.

C'est tout le sens de la création par Jean Dollfus de la SOMCO en 1853 pour rendre les ouvriers propriétaires si ce n'est des moyens de production, au moins de leur maison, ceci afin de « couper l'herbe sous le pied » des socialistes : la politique d'assistance interconfessionnelle a montré ses limites, les philanthropes protestants explorent d'autres voies dont celles d'actions ciblées. Certes, cet esprit nouveau n'a pas gagné tous les protestants : les catholiques savent opposer au sein du protestantisme les nouveaux protestants prosélytes qu'ils appellent piétistes qui seraient « protestants d'abord » et les protestants de la génération antérieure qui restent fidèles à la neutralité confessionnelle dans leurs bonnes œuvres. Il reste que l'activité philanthropique protestante redouble et dans un esprit moins interconfessionnel que dans la première moitié du siècle.

Par ailleurs, la menace catholique se double dans le dernier tiers du siècle d'une menace politique. A partir des années 1880, en effet, les ouvriers donnent leur voix à deux sensibilités politiques socialistes : soit à la social-démocratie d'origine allemande qui s'implante à la fin du siècle dans le Mulhouse ouvrier ; soit, et d'ailleurs plus souvent, au groupe de pression à la fois catholique et revendicatif animé par l'abbé Cetty. Celui-ci, depuis 1884 à la tête de la paroisse St Joseph de la Cité, s'oppose au curé Winterer de St Etienne, le « pape de Mulhouse » qui prônait une alliance à la fois francophile, donc antiallemande, et socio-politique avec les Libéraux donc avec les patrons protestants : pour Winterer, la priorité, c'est de contrer le développement du socialisme. Cetty prône au contraire un parti ouvrier catholique autant francophile et anti-allemand qu'anti-libéral donc antiprotestant.

Or, au même moment, les protestants perdent le pouvoir politique municipal. On sait en effet qu'à partir de 1871 et plus encore de 1887, les protestants ont perdu le pouvoir municipal passé aux mains d'un maire allemand, Karl Hack, appuyé sur un conseil municipal où les socialistes noirs et rouges ont de plus en plus souvent la majorité : du coup, les protestants ne contrôlent plus les œuvres municipales que sont l'hôpital par exemple.

On comprend mieux dès lors que le repli de la philanthropie protestante sur elle-même et les siens s'amorcent au milieu du siècle et se renforce dans son dernier tiers.

Entre les années 1850 et 1880, se multiplient des œuvres d'assistance privées plus ou moins strictement protestantes et des œuvres libérales qui restent fidèles à l'esprit d'interconfessionnalité. Pour ne donner qu'un seul exemple de ces dernières, citons à nouveau la SOMCO. Le diaconat en revanche évolue nettement et rapidement pour devenir une œuvre à destination quasi exclusive des protestants. En peu d'années, en effet, les sœurs diaconesses ne donnent plus les soins à domicile aux seuls pauvres prioritairement protestants mais également aux personnes aisées et riches de cette communauté confessionnelle, ce qui révèle que la

principale « cible » de l'œuvre n'est plus le pauvre mais le protestant. L'évolution est rapide entre la création du premier patronage en 1853, où les soins étaient prodigués avec la charité aux plus pauvres indifféremment de leur appartenance confessionnelle et 1856, où est entérinée l'évolution vers les soins aux protestants qu'ils soient riches ou pauvres : « *La diaconesse tout en s'appliquant plus particulièrement à s'occuper des malades appartenant à la classe ouvrière, a été appelée assez souvent à visiter aussi des familles d'artisans et des personnes plus aisées, auxquelles elle a été heureuse de rendre les services qu'on attendait d'elle*¹⁸. »

La création d'un hôpital pour les protestants en complément des soins à domicile est justifiée dès 1853 par l'impossibilité pour les sœurs diaconesses de travailler à l'hospice public, pourtant lieu de stricte neutralité confessionnelle¹⁹ : « *Après un an d'essai, le comité est pénétré de l'impossibilité de continuer cette activité (de soins) sous les conditions actuelles ; nos sœurs sont exposées à des collisions inévitables avec les sœurs de l'Eglise romaine... »*

Le personnel de la maison du Diaconat. Cette photo prise vers 1915 montre les sœurs diaconesses regroupées autour du pasteur en costume noir et des médecins de l'établissement en blouse blanche.



Autre œuvre privée protestante, la fondation Saint-Jean. L'orphelinat est créé le 5 avril 1879. L'acquisition d'un immeuble et la construction d'un bâtiment neuf au 6, rue Saint-Jean permettent d'accueillir soixante enfants. Le 28 août 1891, l'asile Saint-Jean est inauguré. En mai 1894, la Fondation Saint-Jean est reconnue d'Utilité Publique par décret impérial.

Entre les années 1880 et 1910, par contre, l'historien constate une radicalisation anticatholique dans les œuvres protestantes. L'hôpital devient l'enjeu majeur de cette mutation.

Dans une première phase, se multiplient les frottements. L'hôpital public est le lieu de tous les dangers : les sœurs diaconesses le font fonctionner depuis son transfert au Quai du Fossé en 1842 alors que la très grande majorité des malades sont catholiques. Les élites catholiques exercent donc une pression énorme pour avoir un hôpital catholique. Lorsque celui-ci est ébauché en 1853, Mulhouse dispose d'un hôpital public en principe neutre du point de vue confessionnel, d'un lieu de soin pour les protestants au faubourg de Belfort et d'un lieu de soin catholique, rue du Bourg. C'est à l'hospice-hôpital public que les tensions, voire les

¹⁸ Lettre d'Emilie Hartmann, sœur diaconesse du comité des dames patronesses au président du conseil presbytéral de Mulhouse, 1^{er} mars 1856, ACM 15.

¹⁹ Lettre du comité des sœurs au président du conseil presbytéral, 4 octobre 1853, ACM 15.

altercations entre aumôniers catholiques et pasteurs se multiplient. Les autorités municipales rappellent contre vents et marées que la neutralité confessionnelle est une règle absolue dans ce lieu public : « *Tout ce qui peut porter ombrage à la bonne harmonie des cultes dans l'hospice civil doit être rigoureusement évité* »²⁰, mais les confessions ne désarment pas.

La seconde phase s'ouvre lorsque la municipalité est allemande (Karl Hack est le premier maire allemand de 1887 à 1901) et le conseil municipal largement ouvert aux représentants socialistes et catholiques. Les protestants analysent le transfert de l'hôpital public en 1897 du Quai du fossé au Hasenrain comme la transformation de l'hôpital public en hôpital catholique. C'est à leurs yeux la violation du projet philanthropique libéral des années 1830. Les délibérations du conseil d'administration du Diaconat en témoignent en 1898 : « *La délibération du conseil municipal de Mulhouse (...) fait pressentir la suppression par nécessité d'économies de l'hôpital Quai du fossé desservi par les sœurs diaconesses protestantes. Il sera instructif de rappeler le point de départ et le chemin qui aboutit à ce résultat. Les catholiques ont commencé par demander la séparation des confessions, les malades de leur culte devant être soignés par des sœurs catholiques, les protestants continuant à l'être par les diaconesses protestantes. Les élections municipales leur ayant donné la majorité et la commission de l'hôpital leur ayant cédé pour avoir la paix, cette séparation fut décidée.* »²¹

Les élites protestantes réclament alors le droit d'ouvrir un hôpital protestant à l'Ermitage²² : « *Sachons (...) ce que nous voulons et prenons en ceci exemple du parti catholique. Il a bien conduit ses affaires, faisons bien les nôtres. Demandons pour tous nos malades protestants la liberté de se faire soigner par les diaconesses. Nous n'empêcherons personne, s'il le préfère d'aller chez les religieuses catholiques. Il sera conforme à la loi que tous les services soient maintenus au quai du Fossé tant qu'il y aura un hôpital. Que l'Ermitage, en attendant qu'il devienne pour les protestants ce que le Hasenrain est pour les catholiques, reçoive les convalescents et les enfants qui ne pourront plus être envoyés au Hasenrain* »²³.

Il est donc loin le temps des André Koechlin et autre Jean Dollfus, celui d'un patronage des catholiques par les élites protestantes dans des institutions strictement interconfessionnelles.

Le conseil municipal, qui ne peut partager l'analyse protestante de l'évolution de l'hôpital public, refuse en 1904 d'autoriser la construction à l'Ermitage d'un hôpital protestant. La réponse des élites sociales protestantes ne se fait pas attendre : elles investissent massivement dès 1905 dans l'extension de l'hospice-hôpital du Faubourg de Belfort²⁴.

²⁰ Lettre du maire au président du conseil presbytéral, 25 janvier 1866, ACM3.

²¹ Citée par Setiti (Jamila), *La fondation de la Maison du Diaconat de 1861 à nos jours*, mémoire de Master d'histoire contemporaine, sous la direction de M.-C. Vitoux, 2010.

²² C'est l'industriel Koechlin-Schwartz qui fait construire sur le Reberg la propriété dite de l'Ermitage. Ayant opté pour la France, il ne l'occupe jamais et ses héritiers en font don à la Ville.

²³ Suite de la délibération du Conseil d'administration du Diaconat, cité par Setiti (Jamila), *op.cit.* Souligné dans le texte.

²⁴ Voir l'ouvrage publié à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire, en 2010 : Collectif, *Fondation de la maison du Diaconat de Mulhouse. 1860-2010, 150 ans d'histoire*

Conclusion

Historien(ne), nous ne saurions sonder les reins ni les cœurs et encore moins les âmes. Pourtant, l'étude des œuvres protestantes mulhousiennes au XIX^e siècle donne à entrevoir un peu la force de l'engagement de la foi par la mise au jour de la foi en actes.

Ce que nous espérons avoir démontré, c'est que toute foi (ici protestante mais tout aussi bien catholique ou juive ou autre), tout en restant inatteignable par l'analyse rationnelle et scientifique, ici l'analyse historique, toute foi donc a une histoire : quand elle fait agir l'homme qui en est animé, elle s'incarne dans une époque et dans un jeu d'acteurs toujours changeant, toujours évolutif.

Le protestantisme mulhousien a pris conscience et connaissance très tôt de la question sociale. Il a très tôt voulu agir sur le paupérisme parce que sa vision du monde d'ici-bas (le libéralisme) se combinait avec les injonctions renouvelées de sa foi pour le faire agir.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, le protestantisme mulhousien a déployé ses œuvres sociales (école, hôpital, etc.) du haut de sa toute puissance économique, sociale et politique.

Le contexte change après 1848, tant du fait de la montée de la revendication républicaine et socialiste que du fait de la nouvelle combativité de l'Eglise catholique. Sur la défensive, les protestants mulhousiens de la fin du XIX^e siècle inventent et développent des œuvres sociales comme on jette des corps d'armée dans la bataille.

À l'aube du XXI^e siècle, qui ne serait admiratif de la capacité des œuvres protestantes mulhousiennes à perdurer, mieux encore à se développer (je pense au moins autant au Diaconat qu'à la Fondation St Jean et aux projets de la Fondation St Jacques) ?

L'historien ne saurait, lui, en être étonné : comme au XIX^e siècle, c'est la capacité de la foi chrétienne mulhousienne à renouveler sans cesse son action, son incarnation dans le réel qui change, qui explique la durée et la vitalité de ses œuvres.